

PALESTINE

Le G8 exhorte Israël à geler les activités de colonisation dans les territoires palestiniens

Les ministres des Affaires étrangères des pays les plus industrialisés (G8) ont exhorté vendredi Israël à geler les activités de colonisation dans les territoires palestiniens, affirmant que l'extension de la colonisation juive ne fera que compliquer les discussions de paix israélo-palestiniennes, dont le processus connaît un blocage.

Réunis jeudi et vendredi à Kyoto (centre-ouest du Japon) pour préparer le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du club prévu du 7 au 9 juillet dans le nord du Japon, les ministres des Affaires étrangères du G8 (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Russie) ont demandé dans un communiqué à «toutes les parties d'éviter toute action pouvant saper les négociations et à respecter leurs obligations prévues par la feuille de route».

Le G8 exhorte en outre Israël à «geler les activités de colonisation» dans les territoires palestiniens et à arrêter «tous les actes de violence».

La feuille de route, un plan de paix international qui prévoit notamment le gel de la colonisation juive dans les territoires palestiniens occupés et la création d'un Etat palestinien, est restée lettre morte depuis son lancement en 2003.

Après sept ans de gel, le

processus de paix israélo-palestinien a repris en novembre dernier sous les auspices des Etats-Unis avec l'objectif de parvenir à un accord de paix avant la fin 2008.

Mais les négociations n'ont enregistré aucune percée depuis, le processus étant à chaque fois sapé par la politique d'Israël, qui refuse d'honorer ses engagements vis-à-vis des Palestiniens et de la communauté internationale.

Les ministres ont aussi appelé à «faciliter les déplacements» des Palestiniens, qui sont tenus par des permis spéciaux, accordés au compte-gouttes, pour pouvoir se rendre en Israël depuis la bande de Gaza.

Ils ont par ailleurs réitéré leur «engagement à continuer d'aider les Palestiniens, dont ceux de Gaza, et d'œuvrer au renforcement des institutions palestiniennes».

Les chefs de la diplomatie du G8 ont en outre renouvelé

leur soutien aux négociations en vue «d'un accord d'ici la fin 2008 sur la création d'un Etat palestinien viable en Cisjordanie et dans la bande de Gaza pour mettre un terme au conflit».

«Nous attendons avec impatience une paix générale entre Israël et ses voisins, et saluons à cet égard les discussions de paix indirectes en cours entre Israël et la Syrie sous les auspices de la Turquie», affirme encore le communiqué des ministres.

Quatre jours avant cet appel, le Premier ministre palestinien Salam Fayyad avait appelé la communauté internationale à intervenir pour mettre un terme à la colonisation israélienne dans les territoires palestiniens.

Pour M. Fayyad, si on veut «aboutir à une solution d'ici fin 2008 (au conflit israélo-palestinien), alors la communauté internationale doit s'assurer qu'Israël mette fin à sa politique des colonies» dans les territoires palestiniens.

Mardi, c'était au tour du Quartette pour le Proche-Orient (Etats-Unis, UE, Russie, ONU) d'exhorter Israël à arrêter la colonisation dans les territoires palestiniens et au démantèlement des colonies construites depuis mars 2001.

Le Quartette «appelle Israël à arrêter toute activité de colonisation, y compris la croissance naturelle, et à démanteler les avant-postes construits depuis mars 2001», indique un texte rendu public à Berlin (Allemagne) après une réunion des représentants des quatre pays.

Début juin, le Premier ministre israélien Ehud Olmert a donné l'autorisation d'extension de la colonisation juive par la construction de 884 nouveaux logements

dans la partie orientale d'al-Qods occupée, suscitant l'inquiétude et les critiques

de la communauté internationale.

Ainsi, deux appels d'offres pour la construction de 121 logements à Har Homa, et 763 autres à Pissgat Zeev, deux quartiers de colonisation érigés à Al Qods-Est occupée, ont été publiés par le ministère israélien de l'Habitat.

Dans ce contexte, le négociateur palestinien Saëb Erekat a annoncé mercredi la tenue, au mois de juillet, d'un nouveau round des pourparlers de paix israélo-palestiniens à Washington (Etats-Unis).

ZIMBABWE

La communauté internationale critique la tenue du second tour de la présidentielle

La communauté internationale a critiqué la tenue, vendredi, du second tour de l'élection présidentielle au Zimbabwe, au moment même où le Conseil de sécurité de l'ONU n'a pu s'entendre sur un texte qui aurait déclaré illégitime le résultat du scrutin.

Lors d'une longue réunion du Conseil de sécurité, les participants (15 pays membres) n'ont pas trouvé un accord sur un projet de déclaration qui affirmerait que «les résultats de l'élection du 27 juin ne pourront avoir ni crédibilité ni légitimité».

L'ambassadeur américain à l'ONU, Zalmay Khalilzad, dont le pays préside le Conseil de sécurité de l'ONU jusqu'au 1^{er} juillet, a déclaré après la réunion que les participants se sont accordés à dire que «les conditions d'une élection libre et équitable n'étaient pas réunies» au Zimbabwe pour le déroulement du second tour de la présidentielle, indiquant le «profond regret» des membres que le second tour «ait eu lieu dans ces circonstances».

De son côté, l'ambassadeur sud-africain Dumisani Kumalo, qui s'est opposé à l'adoption d'une telle déclaration et dont le pays joue le rôle de médiateur dans la crise zimbabwéenne, a affirmé que les résultats de ce vote n'auront «ni crédibilité ni légitimité», appelant au «respect» des résultats des élections du 29 mars (élections générales) qui avaient vu le parti du président Mugabe perdre la majorité au Parlement et se classer deuxième dans la course à la présidentielle derrière l'oppo-

sant Morgan Tsvangirai. L'Union européenne (UE) a emprunté le même chemin en déclarant que la solution à la crise au Zimbabwe devra être basée sur les résultats du premier tour de l'élection présidentielle.

Toute négociation «doit être basée sur les résultats du premier tour de l'élection, où la population du Zimbabwe a pu exprimer sa volonté», a affirmé le commissaire européen au Développement, Louis Michel, dans un communiqué, ajoutant que l'Union «condamne de la manière la plus ferme l'organisation d'un second tour au Zimbabwe malgré les appels répétés des autorités africaines et internationales à un report».

Le président de la Commission de l'Union africaine (UA) Jean Ping s'est dit pour sa part «convaincu» qu'une «solution crédible» serait trouvée à la crise zimbabwéenne. M. Ping a tenu à rassurer qu'«on ne va pas sortir du sommet (de l'UA) sans qu'une décision ne soit prise».

Le président de la Commission de l'UA, qui a participé vendredi à une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Union, a révélé en outre qu'un «Conseil de paix et de sécurité au niveau des chefs d'Etat» va se tenir dimanche à Charm El-Cheikh (Egypte), affirmant que la question du Zimbabwe sera au centre des débats, en dépit qu'elle ne soit pas mentionnée dans le programme. «Le problème du Zimbabwe, j'en suis convaincu, trouvera une solution crédible.

Donnez-nous le temps d'en débattre avec nos chefs d'Etat, avec la SADC» (la

Communauté de développement d'Afrique australe), a-t-il ajouté. La SADC, qui avait appelé la semaine passée lors d'une réunion extraordinaire au sommet à Mbabane, la capitale du Swaziland, au report du vote, n'a pas réagi quant au déroulement de ce scrutin, se contentant d'envoyer près de 400 observateurs électoraux.

La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a appelé, pour sa part, les acteurs politiques au Zimbabwe à s'asseoir pour négocier et sortir le pays de la situation actuelle.

De leur côté, les ministres des Affaires étrangères des pays du G8 (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Russie) qui se sont réunis jeudi et vendredi à Kyoto (centre-ouest du Japon) pour préparer le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du club prévu du 7 au 9 juillet au Japon, ont déclaré qu'ils n'allaient pas reconnaître le futur gouvernement qui découlera d'une élection qui ne «reflèterait pas la volonté du peuple».

La communauté internationale avait appelé la semaine dernière au report de la présidentielle au Zimbabwe après le retrait du chef du Mouvement pour le changement démocratique (MDC, opposition) qui avait argué des violences à l'encontre des partisans de son parti.

Au premier tour, tenu le 29 mars, Tsvangirai était arrivé en tête devant le président sortant Robert Mugabe, sans avoir obtenu la majorité (47,9 % contre 43,2%).

MAROC

Une grève générale de protestation prévue lundi à Sidi Ifni

La coordination locale de Sidi Ifni, a appelé la population de cette ville (770 km au sud de Rabat), à observer ce lundi, une grève générale, en signe de protestation contre les exactions commises par les forces de police qui sont intervenues violemment, le 7 juin dernier, contre des manifestants qui bloquaient le port, a rapporté hier le journal *El Ahdath Al Maghribya*.

Des centaines de victimes des exactions commises par les policiers, le 7 juin dernier, s'apprentent à livrer leurs témoignages à une commission parlementaire, qui doit se rendre à Sidi Ifni, a indiqué également *Al Ahdath Al Maghribya*.

Au cours d'une conférence de presse organisée jeudi à Rabat par le Centre marocain des droits de l'homme (CMDH), qui a présenté un rapport préliminaire sur les événements de Sidi Ifni, des témoins étaient présents, dont une jeune femme qui a été arrêtée et amenée dans un commissariat le 7 juin dernier. A rappeler qu'à la suite de cette conférence de presse, Brahim Sbaâ Allil, président de la section de Sidi Ifni du CMDH, a été arrêté à Rabat.

PAKISTAN

Déploiement de troupes paramilitaires près de Peshawar

Des troupes paramilitaires ont été déployées hier dans la région de Peshawar, dans le nord-ouest du Pakistan, pour mener une opération contre les éléments armés d'un groupe armé local, ont indiqué des responsables locaux.

«Nous avons envoyé des troupes paramilitaires pour débarrasser la région de ces militants et rétablir l'autorité du gouvernement», a fait savoir un responsable des services de sécurité.

Selon des correspondants, des troupes ont été déployées dans les rues du district de Khyber, contrôlé par les hommes de Mangal Bagh, chef d'un groupe armé local.

Ce déploiement intervient après une série d'attaques contre la police et des membres d'une tribu locale opposés à ce groupe armé, selon les mêmes sources.

DÉFENSE

L'amiral italien Giampaolo Di Daola, nouveau président de la Commission militaire de l'Otan

L'amiral italien, Giampaolo Di Daola, a été nommé au poste de président de la Commission militaire de l'Otan, à la place du général canadien Ray Henault, qui a pris sa retraite, a-t-on indiqué hier de source officielle.

«La réforme et la transformation menées sous le direction du général Henault ont permis à la Commission militaire de mieux s'attaquer aux défis de sécurité d'aujourd'hui et de demain», a déclaré vendredi l'amiral Di Daola, lors de la cérémonie d'investiture au siège de l'Otan à Bruxelles. Le nouveau responsable a fait part de son engagement de poursuivre le processus de la restructuration au sein de l'Otan et souligné notamment que l'établissement des relations avec les nouveaux partenaires et les nouveaux membres de l'Alliance constitue l'une des priorités.

Le président de la Commission militaire est le principal conseiller militaire du secrétaire général de l'Otan.